

PCF

Parti
Communiste
Français



L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 26 janvier au 8 février 2015 – n°168**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Ce n'est pas d'une mise au pas dont a besoin notre génération, mais de justice et de débats ! (Mouvement Jeunesse Communiste de France)

Quelques jours après la rencontre au ministère de l'éducation nationale, une polémique intolérable est relayée abondamment par voie de presse et jusqu'à la ministre de l'éducation nationale en personne au sujet de la commémoration dans les établissements scolaires. Les incidents où des élèves ont perturbé les minutes de silence en hommage aux victimes des attentats sont l'objet d'une surenchère stigmatisante et sécuritaire inadmissible. Rappelons qu'environ 200 incidents ont été identifiés sur le territoire, soit 0.015% des élèves scolarisés concernés...

D'un coup de baguette magique, les profils contestataires et anti-républicains ont été identifiés : les élèves perturbateurs sont ceux issus des établissements dits sensibles, aux origines et à la confession bien connue... C'est l'injonction faite aux musulmans de France dans sa version juvénile et plus largement aux quartiers populaires. Cette stigmatisation élude les ressorts de tels incidents qui dépassent les établissements de quartiers populaires. Cette polémique vient avant tout valider des préjugés réducteurs et insultants. Cette polémique, c'est l'échec d'une société où sévissent l'austérité, le racisme et la division.

La réponse policière comme symptôme d'une fuite en avant sécuritaire

Par ailleurs, la réponse judiciaire et policière est totalement disproportionnée, si symptomatique d'une société qui voit ses jeunes comme une menace. Alors que les repères des jeunes sont malléables, se construisent dans le cadre de leur vécu (scolaire et extra-scolaire), il est important de construire les cadres de discussion et les réponses avec eux et non pas contre eux. Non seulement les cadres disciplinaires existants sont suffisants pour sanctionner mais il est important de renforcer le dialogue. Celui-ci ne peut se faire par l'injonction martiale ou la morale surtout quand les mobilisations lycéennes sont si souvent méprisées ou réprimées, que les jeunes vivent des situations de rupture grandissantes et que l'école est à l'image de la République : malade, inégalitaire et factrice de frustrations pour se réaliser. Combien d'enseignants contractuels qui naviguent d'établissements en établissements, de lycéens sans affectation ou qui se retrouvent sans moyens pour la cantine avec la baisse des fonds sociaux ? Combien d'heures d'histoire, d'enseignements civiques manqués pour des élèves faute de professeurs ?

La fermeté affichée de la ministre, pour le plus grand plaisir de la droite, n'est qu'une fuite en avant d'une politique éducative sans repères.

Si des documents ont été produits à destination des enseignants, il est nécessaire d'accompagner ces personnels pour conduire et animer les cadres d'échange avec les jeunes. Plus que jamais, la formation, l'accompagnement et des conditions de travail dignes sont nécessaires pour permettre aux enseignants d'accomplir leurs missions.

Les mots ne suffiront pas madame la ministre ni les constats déjà bien connus. Surtout si ces mots, mis en musique sur l'hymne national visent à plaquer, au travers de vieilles recettes, des concepts abstraits sans tenir compte de la vie, de la pensée, de l'espérance des jeunes de France, il n'y aura aucun résultat.

Il faut une réponse d'ampleur qui rend l'ensemble de la communauté éducative actrice d'une école de l'égalité réelle. Les débats autour des moyens pour la réussite de tous doivent être au cœur. C'est cela qui permettra de dépasser les interprétations dangereuses de nombreux jeunes.

700 millions pour la lutte antiterroriste... et combien pour notre avenir ?

Alors que de nouveaux moyens sont mis dans le contre-espionnage, que la France dépense des millions d'euros dans des guerres impérialistes qui ensanglantent la planète, plus que jamais il est nécessaire d'investir dans l'avenir, dans l'emploi des jeunes, l'éducation, la culture... La laïcité est une valeur cardinale et d'avenir et c'est à la jeunesse de s'en emparer, aux élèves de toute la France. Cela ne passera pas par des cours de « morale » qui ne risquent que d'être des gadgets parmi d'autres.

Promouvoir une réelle citoyenneté, choisir son parcours de vie

Plus que des polémiques stériles, les jeunes ont besoin de réponses à leurs préoccupations quotidiennes : étudier dans de bonnes conditions, pouvoir choisir son futur métier, pouvoir être entendu. C'est d'une éducation tournée vers les besoins des élèves et qui répondent aux besoins de demain qu'il faut construire, mêlant acquisition de savoirs et développement de l'esprit critique.

Pour cela, nous sommes prêts à nous investir. Les lycéens doivent pouvoir être entendus et avoir de réels pouvoirs de décisions sur la vie de leur établissement, les programmes scolaires. Ils sont également en droit de choisir leur parcours de vie avec un réel service public de l'orientation. Enfin, leurs enseignants doivent être formés car ils veulent très souvent transmettre ces ambitions.

SOMMAIRE

P1 Édito-Sommaire

P2 **Agenda** : A voir ou revoir sur l'internet ; Pétitions en ligne ; Huma Dimanche du 22 janvier

P3 Voilà pourquoi la Grèce nous concerne

P4 La victoire de Syriza ouvre la voie au changement en Europe ; Francesco Rosi, homme libre et sincère qui va nous manquer ; Irak : sortir du piège de la guerre sans fin

P5 Le service civique ne peut être la "Priorité jeunesse" ;

Empêchons nouveau désastre de l'emploi à Air France-KLM ; Refus de « Les guerres de Staline » ostracisme malvenu ;

Apartheid social/Valls: Non assistance à territoires en danger ; Syriza "Nos partenaires et soutiens en France sont de gauche" ; Le PCF aux cérémonies d'investiture d'Evo Morales

P6 Apartheid/Valls: pas d'égalité sans solidarité ; Georges Hage nous a quittés ; Pour un mémorial de la déportation des femmes résistantes au fort de Romainville

P7 Ukraine: les peuples doivent imposer un cessez-le-feu ;

Pierre Gosnat, grand maire, avait à cœur sa ville d'Ivry ; Le PCF condamne l'incendie criminel de la mosquée d'Aix ; élections départementales : la question du front national

P8-9 **Loi Macron : libérale et liberticide**

P10-11 **Charlie Hebdo : cœur chaud tête froide**

P12 Finissons en avec les attaques contre les femmes ; nouveau Secrétaire National de l'UEC ; Commission CIR : les étudiants ont été entendus

P13-15 Quelques nouvelles de notre députée européenne Marie-Christine Vergiat

P16 A lire ; Inde : Au Chhattisgarh les communistes (CPI) remportent une victoire historique ; Le vernis social du FN craque par Dominique Watrin, sénateur communiste du Pas-de-Calais ; Aidons l'Huma

Agenda

Le lundi à 17H30 réunion collectif Roms

Chaque mardi de 17h à 21h Rue du Travail à Annecy

Rencontres sur le terrain des Incroyables Comestibles : visite du jardin, apéritif dans le salon d'extérieur, projection de films. Échanges sur nos points de vue et sur nos vies !

Chaque Mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

Lundi 26 janvier 14h rassemblement préfecture d'Annecy pour le retrait du projet de loi Macron

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Mardi 27 janvier Réunion RESF

19h30 Repaire à Cervens, comme d'hab' chez Lulu (anc. Bar Fleuri, entre l'église et la mairie)

18H30 CAP PERIAZ (SEYNOD) réunion publique sur la qualité de l'air organisée par la C2A.

20h30 à l'Agora Bonneville : Ciné'UP : Alabama Monroe

Mercredi 28 à partir de 19h Alterlocal Création d'affiches militantes et affichage sur les espaces autorisés

Judi 29 à 20h Alterlocal Le cinéma ouvrier, projection de "Classe de lutte" et "Nouvelle Société 5-6-7"

20h à Evian, cinéma Le Royal : Les déportés du libre-échange, de Marie-Monique Robin suivi d'un débat sur le traité transatlantique (GMT/TAFTA) animé par Jacques Cambon d'Attac Genevois, président de « Stop Gaz de Schiste 74 et membre du Conseil Scientifique d'ATTAC

Vendredi 30 janvier 2015 20:30 THONES - Foyer d'animation Conférence sur le Grand Marché Transatlantique

20h Annemasse, salle Martin Luther King, Le Village dans la Forêt, documentaire de Mark J. Kaplan & Heidi Grunebaum, fort impressionnant : images tournées en Haute Galilée, en Palestine historique, devenue Israël. Quand le reboisement devient un acte d'effacement <http://jeunespalestiniens.org>

20h Alterlocal Soirée féministe, projection de "Les bureaux de dieu"

Samedi 31 janvier 9h30-19h30 Genève, salle communale de Plainpalais : Dette des États, alternatives économiques, prêts toxiques et système bancaire. Film : Goldman Sachs – la banque qui domine le monde. Débats avec Eric Toussaint (CADTM), Tony Andreani (essayiste), Martin Rohner (directeur Banque Alternative Suisse), Patrick Saurin (auteur). Journée organisée par Le Courrier : <http://www.lecourrier.ch>

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Dimanche 1er février journée transition citoyenne

18h Pierre Laurent sera l'invité de C politique sur France 5

Mardi 3 février Réunion Les Amis de la Terre 74

Mercredi 4 février Assemblée Citoyenne Front de Gauche (salle et heure pas encore connues)

19h30 IUT Annecy-le-Vieux – Annecy – amphi A252 Conférence de l'Université Populaire d'Annecy L'éducation en question avec Denise DULLIAND - Psychothérapeute

Judi 5 février Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Samedi 7 février 9h30 devant la gare SNCF Annecy Grande manifestation pour l'air par Inspire Plus d'infos : <http://inspire74.com/evenements/annecy-7-fevrier>

19h MJC des ROMAINS, 28 Avenue du Stade à Annecy la cuisine Colombienne : 6 €/personne Inscription avant le 4 février au 06.42.52.74.06 ou à accueillir.letranger@yahoo.fr

A voir ou revoir sur l'internet

Victoire de SYRIZA - Réaction de Pierre Laurent

http://www.dailymotion.com/video/x2flz9e_victoire-de-syriza-reaction-de-pierre-laurent_news

Intervention de Pierre Laurent - Meeting de soutien au peuple grec avec Syriza

http://www.dailymotion.com/video/x2f57d8_intervention-de-pierre-laurent-meeting-de-soutien-au-peuple-grec-avec-syriza_news

Olivier Dartigolles invité de Choisissez votre camp

http://www.dailymotion.com/video/x2f4vwq_olivier-dartigolles-invite-de-choisissez-votre-camp-1-2_news et

http://www.dailymotion.com/video/x2f4vyo_olivier-dartigolles-invite-de-choisissez-votre-camp-2-2_news

Hommage à Charlie-Hebdo - Maintenant, restons Charlie ! - Vœux du PCF 2015

http://www.dailymotion.com/video/x2ejiku_hommage-a-charlie-hebdo-maintenant-restons-charlie-voeux-du-pcf-2015_news

Intervention d'André Chassaigne au nom des députés Front de Gauche dans le cadre de l'hommage aux victimes des attentats, le 13 janvier 2015.

http://www.dailymotion.com/video/x2eneah_hommage-aux-victimes-des-attentats-intervention-d-a-chassaigne_school

En 2015, et si on changeait la donne ?

http://www.dailymotion.com/video/x2ej8ls_ep-26-en-2015_news

En 2015, changeons la politique, les vœux du PCF

http://www.dailymotion.com/video/x2df8h5_en-2015-changeons-la-politique_news

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Pétition de l'Huma pour une protection internationale du peuple palestinien : <http://www.humanite.fr/petition-notre-appel-pressant-pour-une-protection-internationale-du-peuple-palestinien-547823>

Pour la dissolution administrative de la Ligue de Défense Juive : <http://dissolutiondelaldj.wesign.it/fr>

PÉTITION ANTI TAFTA <https://www.collectifstopptafta.org>

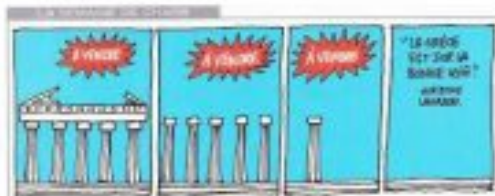


VOILA POURQUOI LA GRECE NOUS CONCERNE

Menaces, chantage, diabolisation, bannissement... les tenants de l'Europe libérale, de la chancelière allemande Angela Merkel au français Pierre Moscovici en passant par Jean-Claude Juncker, président de la Commission Européenne ou Christine Lagarde du FMI... ils se déchaînent tous pour affoler les citoyens et citoyennes grecs et leur recommander de voter pour tout sauf Syriza, le parti de gauche présidé par Alexis Tsipras. **Mais de quoi ont-ils tous peur ?**

LIBERTE !

De la droite aux sociaux-libéraux, ils voudraient tous que les Grecs n'aient pas le choix de leur avenir. Ils vont voter, certes, mais cela ne devrait rien pouvoir changer à l'austérité qui enfonce la Grèce et les grecs dans la misère. Drôle de conception de la démocratie ! En fait, ce sont les marchés qui, jusqu'à présent, commandent et qui craignent de ne plus pouvoir se « sucrer » sur le dos des États et des peuples. Le Parti



Dessin de Charb

communiste dit : **Non aux ingérences ! Laissez le peuple décider librement de son destin.** Et, après les élections, l'Europe devra respecter le choix des grecs.

LE VRAI PROGRAMME DE SYRIZA

Ni extrémiste, ni conformiste, le Programme de la gauche grecque est le seul programme crédible après 5 ans de désastre économiques et sociaux. Les mémorandums de la Troïka prétendaient régler le problème de la dette grecque ; elle est passée de 115 % du PIB à 175 %. Et dans le même temps, l'austérité imposée a créé une crise humanitaire avec 300 000 familles vivant sous le seuil de pauvreté, un service public détruit et 65 % de l'appareil productif mis à l'arrêt. Sérieux et chiffré, le programme de Syriza dessine une sortie de crise fondée sur la justice et le progrès. Il implique l'effacement de la partie de la dette illégitime et une renégociation à l'intérieur de l'Europe.

UN ESPOIR AUSSI POUR LA FRANCE ET L'EUROPE

Si Syriza gagne en Grèce, le débat sera ré-ouvert et incontournable dans toute l'Europe. Les peuples reprendront confiance dans la possibilité d'une alternative à gauche. D'autres échéances électorales auront lieu en Europe ; des luttes sociales et politiques aussi. Les Grecs ont servi de cobaye à l'Europe libérale pour le plus grand profit des spéculateurs et de la finance. Ils peuvent demain initier une expérience alternative porteuse d'espoir pour tout le continent.

LE PROGRAMME DE SYRIZA

RENEGOCIER LA DETTE

L'effacement de la partie illégitime de la dette est indispensable pour dégager des ressources pour une autre politique. Syriza agira pour des solutions à l'intérieur de la zone euro, sans mesures unilatérales, sauf s'ils y sont contraints.

URGENCE HUMANITAIRE

Dans son programme, Syriza a des propositions pour « Les 100 premiers jours » pour réparer les injustices liées aux mémorandums européens. Ce programme comprendra la gratuité d'une tranche d'électricité, l'aide alimentaire pour les 300 000 familles sous le seuil de pauvreté, l'accès gratuit au service public de santé, la réhabilitation d'immeubles et d'hôtels vides pour vite 25 000 logements publics, le relèvement progressif des petites retraites...

RELANCE ECONOMIQUE ET CREATION D'EMPLOIS

La réforme fiscale mettant fin au matraquage des classes populaires et imposant enfin la richesse insolente ainsi que la lutte contre la fraude fiscale permettra une relance économique comprenant une banque publique de développement pour les PME et l'agriculture, le rétablissement du SMIC, l'arrêt des privatisations, le crédit pour l'industrie sera soumis à une clause d'emplois et d'environnement... au total un ensemble de 27 propositions sérieuses et chiffrées pour une sortie de crise fondée sur la justice et le progrès.

Le problème de la dette n'est pas uniquement grec

En France aussi quand les banques prêtent 100 à 15 % sur 5 ans, elles encaissent 50. Le service de la dette en France c'est 50 milliards d'euros. Alors que les États refinancent les banques à des taux de 0,5 %

MEETING
solidarité avec le peuple grec

LUNDI 19 JANVIER
19h30 gymnase Japy
2, rue Japy M^e Charonne

en présence de SYRIZA
et de nombreux soutiens français

Grèce : « la victoire de Syriza ouvre la voie au changement en Europe » (Pierre Laurent)

Avec la victoire de Syriza, le peuple grec vient de retrouver sa dignité et d'écrire une page historique.

Déjouant toutes les pressions, les menaces et les tentatives de divisions, les Grecs se sont exprimés avec force pour affirmer leur souveraineté et montrer qu'il existe une autre voie en Europe que celle de la dictature des marchés et de l'austérité. Ils ont affirmé leur refus de l'extrême droite xénophobe et raciste, ils ont affirmé leur volonté d'une Grèce de justice sociale et de solidarité.

La participation de 75% et le score de Syriza, entre 37 et 39% à cette heure, montrent un choix clair pour le pays et pour l'Europe.

La victoire de Syriza ouvre la voie du changement en Europe. François Hollande a raté le rendez-vous de l'histoire d'une réorientation de la construction européenne en 2012 ; l'espoir désormais vient d'Athènes.

Le Parti Communiste Français appelle le peuple français et tous les Européens à soutenir le peuple grec et son gouvernement, et à se saisir de ce moment pour porter des solutions alternatives aux politiques nationales austéritaires et à la construction européenne actuelle.

En France, c'est possible aussi. Toutes les forces anti austérité de gauche et écologiste doivent se rassembler pour construire une alternative politique sociale et écologique dans notre pays.

Pierre Laurent, secrétaire national du Parti Communiste Français, président du Parti de la gauche européenne

Francesco Rosi, un homme libre et sincère qui va nous manquer

C'est avec douleur que nous avons appris la disparition de Francesco Rosi à l'âge de 92 ans. Né à Naples, l'année même de l'avènement au pouvoir de Mussolini. Illustrateur, homme de radio, il passera par le Théâtre puis rejoindra le monde du cinéma. Il travaille comme assistant des grands maîtres du néo-réalisme dont Visconti. Ce cinéma à la fois profondément social et politique va le marquer dans les choix de ses scénarios : « les hommes contre » pour dénoncer l'absurdité de la guerre, « cadavres exquis », « main basse sur la ville », « oublier Palerme » ou « l'affaire Mattei », « Lucky Luciano », marqueront son engagement contre la mafia et la corruption des élus.

S'il a toujours dit ne jamais avoir été encarté au Parti Communiste Italien, il en a été un compagnon. Tout son cinéma est un acte militant, un acte civique et citoyen.

Il croyait au pouvoir de dénonciation des intellectuels et en particulier des cinéastes comme ses amis Maselli, Pontecorvo, Scola, Pietri et tant d'autres. Il faisait partie de cette escorte vigilante d'hommes sincères, de ce que l'Italie a su fabriquer de meilleur.

De cette Italie propre et honnête, il a été de ceux qui ont permis aux italiens de comprendre l'ampleur du phénomène mafieux et la nécessaire celui-ci. Son cinéma a pénétré dans tous les foyers Italiens, tant ses films faisaient l'objet de rediffusion.

C'est cet homme libre et sincère qui va nous manquer, mais son cinéma nous rappelle qu'avant même l'affaire des « mains propres », il y avait des hommes et des femmes, qui en Italie, dénonçaient les dérives et la collusion entre Mafia, économie et politique.

Ce cinéma de dénonciation mais aussi d'une remarquable qualité esthétique est et reste un exemple pour les générations futures.

Irak : sortir du piège de la guerre sans fin (PCF)

Les parlementaires ont débattu hier, 13 janvier, de la poursuite de l'intervention militaire française en Irak. Ce débat suivi d'un vote est intervenu dans le contexte douloureux que connaît le pays depuis les odieux massacres des 7 et 9 janvier 2015 à Charlie Hebdo et au supermarché casher de la Porte de Vincennes. La participation de la France à l'action de la coalition internationale sous commandement américain, lancée en septembre dernier, pose question.

La détermination des communistes à stopper l'influence et la violence des groupes armés islamistes est sans équivoque. Le peuple de France dans toutes ses composantes et tous les habitants de notre pays doivent vivre en sécurité.

Dire aujourd'hui que désormais « la France est en guerre sur son propre sol » et que notre réponse doit être de prolonger l'intervention militaire en Irak est irresponsable et dangereux. Cette vision nous précipite dans le piège tendu par les intégristes. Eux veulent la guerre généralisée, le prétendu « choc des civilisations » ; nous, le peuple de France, voulons une société de libertés, de solidarité et justice sociale, laïque, fraternelle et un monde de paix.

C'est ainsi qu'il faut entendre la mobilisation et l'union des citoyens dans tout le pays et rester « fidèles à l'esprit du 11 janvier 2015 ». C'est pour cela qu'aujourd'hui la France par sa voix officielle devait avoir le courage, comme elle l'eut en mars 2003 devant tous les États et nations du monde, de dire non à la poursuite de la stratégie de « guerre contre le terrorisme » telle qu'elle est menée sous l'égide des États-Unis depuis des années en Afghanistan, en Irak, en Libye.

Quels résultats ont été obtenus en 4 mois en Irak ? Quels sont les objectifs de cette intervention militaire ? Et surtout quelles sont les initiatives politiques envisagées par le gouvernement pour ramener la paix et la stabilité dans la région ? Questions qui sont demeurées sans réponse.

La stratégie de « guerre au terrorisme », cette « guerre sans fin » lancée par la présidence américaine au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 à New York est en échec patent. Toute action militaire occidentale et étrangère répond à la tactique des « djihadistes » et les confortent : c'est la leçon qu'il faut tirer lucidement de ces dernières décennies.

La politique de l'OTAN a produit les résultats strictement inverses à ceux affichés. En réalité, elle alimente ce fléau. Depuis 2001, les foyers de « djihadistes » ont été multipliés par 13 dans le monde, elle renforce les réseaux intégristes sans s'attaquer à la racine du problème : les causes, les soutiens actifs et les facteurs qui nourrissent leur développement ; hier soutenus et aujourd'hui bombardés, les intégristes servent de sombres calculs parce qu'ils ne représentent aucune alternative, broient tout espoir et aident à maintenir l'oppression.

Cette politique aggrave la déstabilisation du Proche-Orient et de l'Afrique de l'Ouest ; en Europe, elle leur permet de capter une jeunesse en désespérance, en rupture sociale, qui passe allègrement de la violence de la délinquance à la violence du fanatisme sectaire.

Nous devons changer de politique extérieure en contribuant au soutien – y compris matériel mais sans intervention extérieure – aux forces démocratiques kurdes et irakiennes qui combattent l'OEI, aussi bien qu'aux solutions politiques et diplomatiques sous égide des Nations unies et élaborées par l'ensemble des États de la région. Et dans ce cadre, la France doit soutenir sans plus tarder l'exigence de la sortie du PKK et du PYD des listes des organisations terroristes de l'Union européenne.

Dans un monde interdépendant, la sécurité des uns dépend de la sécurité de tous, et nous avons besoin d'une stratégie globale avec des réponses politiques, sociales, économiques, diplomatiques et pas seulement militaires. Il est temps de s'attaquer aux racines du fondamentalisme, au terreau de la pauvreté, des inégalités, des dominations et violences sur lequel grandit l'obscurantisme.

Parti Communiste Français,
Paris le 13 janvier 2015

Le service civique ne peut être la seule réponse de la "Priorité jeunesse" de Hollande (PCF)

Après les événements dramatiques qui ont frappé la France et l'élan citoyen du 11 janvier, le Président de la République entend favoriser l'appartenance républicaine et l'engagement des Français.

Une de ses grandes mesures cible la jeunesse avec le développement du service civique : de 40 000 jeunes en 2014, il veut que toutes les demandes soient satisfaites et se fixe un objectif 150 à 170 000 engagements pour 2017. Il missionne en urgence les présidents des deux Assemblées pour lui soumettre des propositions en ce sens.

Comme l'a pointé le Forum français de la jeunesse – regroupant 18 organisations de jeunesse – en novembre dernier, les objectifs de ce dispositif méritent d'être précisés.

Il doit aussi être amélioré et permettre à tous les jeunes, de toute condition sociale, d'en bénéficier, notamment en offrant une indemnisation suffisante. Comme déjà constaté, il ne saurait constituer des emplois déguisés et donc sous-payés ou un palliatif pour le monde associatif durement touché par les baisses de subventions.

Le service civique ne peut être la seule réponse de la Priorité jeunesse du quinquennat promise par François Hollande en 2012. Il y a urgence à tirer les conséquences du bilan insatisfaisant de toutes les mesures engagées : emplois d'avenir, contrats de génération et garantie jeunes.

François Hollande appelle à un sursaut citoyen et à l'engagement des jeunes. Leur donner la parole, les écouter et les associer doivent être la priorité.

Empêchons un nouveau désastre de l'emploi à Air France-KLM

L'une des premières compagnies aériennes européennes franco néerlandaises s'apprêterait à supprimer 5000 emplois, dans le cadre d'un plan de réduction d'effectifs. Après les vastes restructurations opérées depuis 2012, ce vaste plan de départs volontaires va bien au-delà des engagements pris par la direction, dans le Plan Transform.

Les causes de la crise à Air France-KLM sont connues : la vive concurrence avec IAG (le nouveau groupe issu de la fusion de British Airway et Iberia) et les logiques de rentabilité forcée au sein du groupe.

Les résultats de la compagnie sont attendues pour la mi février ainsi que les décisions de réorganisation. Le PCF se tient résolument aux côtés des salariés qui s'opposent à la casse de l'emploi. Dans une période de chômage de masse, empêchons un nouveau désastre de l'emploi à Air France-KLM.

Refus de l'acquisition « Les guerres de Staline » « ostracisme mal venu »

La Bibliothèque universitaire Pierre Mendès-France de Paris 1 Sorbonne a refusé l'acquisition de l'ouvrage « Les guerres de Staline » de l'historien Geoffrey Roberts, paru en français aux Editions Delga, avec une préface d'Annie Lacroix-Riz.

C'est d'autant plus surprenant que l'édition originale version anglaise du livre semble être proposée par la même bibliothèque, ainsi que nombre de travaux historiques de toutes opinions portant sur le même sujet.

Au moment où les questions du pluralisme d'opinion et de la liberté d'expression sont au cœur d'une tragique actualité, les communistes regrettent cet ostracisme mal venu dans une bibliothèque universitaire de renom.

Nous demandons à ses responsables de reconsidérer leur décision.

Chercheurs et étudiants doivent pouvoir disposer de la version française de l'ouvrage de Geoffrey Roberts, autant que de sa version originale. Et cela au même titre que les travaux de Stéphane Courtois, Alexandre Werth et d'Hélène Carrère d'Encausse.

Il en va du respect du pluralisme dans la recherche historique.

Apartheid social/Valls : « Non assistance à territoires en danger » (Olivier Dartigolles)

Lors de ses vœux à la presse, Manuel Valls a parlé "d'apartheid territorial, social, ethnique qui s'est imposé à notre pays". Comme ancien maire d'Évry, il ne découvre rien. Il connaît même par le détail les processus à l'œuvre depuis tant d'années.

Comment aujourd'hui apporter de réelles solutions sans interroger les politiques et les choix à l'origine des "ghettos" évoqués ce matin par le premier ministre. Quand il n'y a plus ni l'emploi, ni les services publics, ni le maillage associatif; quand les opérations de rénovation urbaine sont ressenties comme un simple coup de peinture pour camoufler la noirceur des vies; quand les engagements sur les priorités - à la jeunesse, au vivre ensemble - sont trahies pour une politique "pro-business"; alors on a envie de dire au premier ministre : maintenant, agissez.

Agissez avec un changement de politique. Agissez avec un collectif budgétaire, en urgence, pour la jeunesse et les quartiers populaires. Agissez pour l'Égalité et la Fraternité en mettant un coup d'arrêt à des politiques injustes, inefficaces dont se nourrissent les monstres.

Il n'est plus possible, comme le fait Manuel Valls, d'ouvrir les yeux sur les quartiers populaires et de fermer les crédits et les financements pour leur avenir. Le premier ministre a aujourd'hui beaucoup parlé de cohérence. Sur cette question, il est davantage en situation de non assistance à territoires en danger.

Syriza "Nos partenaires et soutiens en France sont de gauche"

Dans un communiqué de son bureau de presse publié hier, Syriza a réagi aux propos du Front national et s'en distingue nettement. Nos amis grecs nous ont demandé de le transmettre aux rédactions.

Le voici: "La montée de SYRIZA et des forces progressistes en Europe est un bastion contre la montée de l'extrême droite que représente Marine Le Pen, mais aussi un message pour la défense de la démocratie contre ses ennemis. Nos partenaires et nos soutiens français sont divers et ils s'élargissent. Ils sont de gauche, comme l'a prouvé le meeting du 19 janvier à Paris".

Le PCF représenté aux cérémonies d'investiture d'Evo Morales

Le Parti Communiste Français était représenté les 21 et 22 janvier à l'investiture d'Evo Morales, président de la République bolivienne à la Paz par Xavier Compain, membre de la direction nationale du PCF en charge de l'agriculture, la pêche et la forêt.

"Seront notamment au cœur des cérémonies et rencontres, la justice climatique, la souveraineté alimentaire et les droits des peuples. Ces enjeux de civilisation nous confortent à faire de l'eau, de l'alimentation et des forêts des biens communs de l'humanité. C'est au regard de nos engagements que se construit le nouvel internationalisme, fait de coopérations et de solidarités que nous appelons. Nous voulons contribuer à ce que la Conférence Paris Climat 2015 soit au rendez-vous des peuples, qui exprime l'exigence d'accords internationaux qui s'attaquent au changement climatique et à la faim. C'est le sens de l'invitation que nous formulons au peuple bolivien et à sa présidence, aujourd'hui porte parole des populations en lutte face au changement climatique et la défense de la Terre Mère. Nous souhaitons que ces convergences puissent être exprimées par les forces de gauche bolivienne lors du Forum Européen des Alternatives, à l'initiative du PGE en mai prochain."

Apartheid / Vals: pas d'égalité sans solidarité. Par Fabienne Haloui

La France n'est pas Soweto, la France n'est pas l'apartheid mais notre universalisme républicain est aveugle aux différences !

30 ans après la marche pour l'égalité, la société française ne traite pas ses enfants à égalité. A situation sociale égale, les enfants et petits enfants d'immigrés du Maghreb, d'Afrique Subsaharienne ou des DOM-TOM sont plus discriminés dans l'accès à l'emploi, au logement, aux loisirs en raison de la couleur de leur peau, de leur patronyme, de leurs origines, de leur religion vraie ou supposée. 63% des français ne les considèrent pas vraiment français.

Dans les zones urbaines sensibles, le chômage est multiplié par 4 ou 5, l'échec scolaire par presque 3.

60% des immigrés du Maghreb vivent dans le logement social ou des logements privés faisant fonction de logement social, en raison de leur état dégradé.

Ils sont 69% à vouloir déménager; ils sont 2 fois plus nombreux à vouloir quitter leur quartier que les ménages français de parents français.

Le renforcement de la citoyenneté au service d'un idéal républicain fantasmé n'apportera pas de réponse à une question centrale : l'égalité de façade ce n'est pas l'égalité réelle. Pas de réponse sans justice sociale, pas d'égalité sans solidarité et sans lutte déterminée contre toutes les discriminations.

Fabienne Haloui

Secrétaire Départementale du PCF84

Georges Hage nous a quittés (Pierre Laurent)

C'est avec une grande tristesse, que j'ai appris mercredi soir la mort de Georges Hage. Nos pensées vont à sa femme, Odile et à son fils Julien qui ont été à ses côtés jusqu'au bout.

Pour les communistes, cette grande figure politique du Nord, c'était simplement Jo. Respecté de tous, il était un redoutable orateur. Pilier du groupe communiste à l'Assemblée nationale, il était aussi fin politique qu'orateur. Jo était un vrai autodidacte, plein d'esprit et orfèvre en beau langage.

Jo était connu pour ses combats au côté de la classe ouvrière du nord. C'est lui qui a fait monter les débats contre le harcèlement moral à l'entreprise. Je n'oublie pas son combat aux cotés des professeurs de sports qui lui donnèrent le surnom de "député des sportifs". C'est par son implication forte qu'il contribua à sauver l'EPS dans l'éducation nationale et le concours de CAPEPS menacés de mort par le plan Soissons en 1979. Il fut de tous les combats pour produire en France, pour sauver l'industrie dans le Nord. Il avait une vision précise de ce qu'il fallait faire pour conserver et créer de vrais emplois.

L'engagement communiste de Jo n'est pas à démontrer. Toute sa vie, il fut fidèle à son idéal communiste, le faisant vivre au plus profondément de lui. Ses actes, ses paroles sont en adéquation avec ce qu'il fut : homme de cœur, généreux, profondément humain, un révolté permanent du système capitaliste, ne supportant pas l'injustice d'où qu'elle vienne.

Au nom du Parti Communiste Français, j'adresse à sa famille, à ses proches, à ses amis, aux habitants de sa circonscription, aux communistes et en particulier ceux du Nord et de sa ville, Douai, toutes nos condoléances, nos pensées fraternelles dans ce moment douloureux pour tous.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Pour un mémorial de la déportation des femmes résistantes au fort de Romainville



Alors que la France s'apprête à célébrer le 70ème anniversaire de la libération des déporté-e-s des camps nazis, le maire des Lilas décide d'une cérémonie en catimini devant le fort de Romainville-Les Lilas.

Pour les 70 ans, le maire refuse qu'une cérémonie puisse avoir lieu à l'intérieur de l'enceinte comme l'ont proposé les élus communistes de Seine Saint Denis. Réaction incompréhensible quand des millions de personnes, il y a moins de quinze jours ont manifesté pour les Valeurs de la République. C'est un déni grave de l'Histoire, et de la mémoire collective.

Pourtant le fort fut dès 1940 un camp d'internement allemand. Au total, près de 7000 personnes sont détenues au fort de Romainville durant l'Occupation, dont 3800 femmes. Plus des trois-quarts de ces prisonniers sont ensuite déportés, directement de Romainville ou après un transfert à Compiègne, 209 furent fusillé-e-s notamment au Mont Valérien. Le fort de Romainville est le seul camp où plus d'un détenu sur deux est une femme : plus de 90 % sont ensuite déportées, principalement vers Ravensbrück. Plus de 40 % des déportées de France par mesure de répression sont passées par Romainville. Résistantes ou femmes victimes de rafles aveugles, elles ont marqué par leur passage l'image qui nous est parvenue de ce camp.

Réunis à l'invitation de **Pierre Laurent**, secrétaire national du PCF, de **Marie-George Buffet**, députée de Seine Saint-Denis, **Henriette Zoughebi**, vice-présidente en charge des lycées, mercredi 21 janvier au sénat, de nombreuses associations, historiens, syndicat enseignant, anciens résistants et déportés ont été choqués par la décision du maire des Lilas.

Le PCF, les élus communistes- front de gauche, invitent les militant-e-s, les citoyennes, les citoyens à se rendre samedi 23 janvier à 11h au fort de Romainville pour rendre hommage aux victimes à l'intérieur du fort comme cela se fait sans discontinuité depuis 70 ans.

Le PCF avec ses élus prend l'initiative de demander à la Région et à l'État, d'inscrire dans le futur contrat plan état/ région un chapitre pour protéger les lieux de mémoires et de créer au fort de Romainville un mémorial pédagogique sur la déportation des femmes résistantes, dont Marie Claude Vaillant Couturier, Danielle Casanova, et tant d'autres y ont fait « un arrêt dans l'horreur », selon l'expression d'Élisabeth Sequestra, qui y est internée en juillet 1944.

Plus que jamais, **le Parti Communiste Français reste fidèle aux serments prononcés par les survivants des camps nazi à leurs libérations.**

Nous serons avec les enseignants, les jeunes eux mêmes, les passeurs de notre histoire que nous devons transmettre à chaque génération, pour que plus jamais cela ne se reproduise.

Ukraine : les peuples d'Europe doivent imposer un cessez-le-feu

La crise ukrainienne a repris en intensité ces dernières 24 h provoquant la mort dans le Donbass d'au moins 44 nouvelles victimes qui viennent gonfler le bilan effroyable de 5000 hommes, femmes enfants qui ont péri depuis avril, date du déclenchement de l'opération « antiterroriste » lancée par le président ukrainien Porochenko contre les populations de l'Est de l'Ukraine.

L'horreur s'ajoute à l'horreur dans le déroulement de ces combats sanglants pour le contrôle de l'aéroport de Donetsk tuant au moins treize civils pris au piège des tirs d'obus dans un trolleybus. Ce drame intervient huit jours après la mort de douze autres civils dans un bus au sud de Donetsk.

Combien faudra-t-il de nouveaux morts, de nouvelles destructions, de nouveaux réfugiés sur les routes de l'exode pour mettre un coup d'arrêt à cette véritable guerre qui se déroule en Europe à quelques heures d'avion de Paris ou Bruxelles ?

Où est l'ONU dont le silence devient assourdissant ?

A la veille de cette reprise intense des activités militaires sur le terrain, un appel au cessez-le-feu avait été lancé par les ministres des Affaires étrangères, ukrainien, russe, français et allemand, à Berlin. En vain. Et ce en dépit de la signature début septembre d'un accord de cessez-le-feu à Minsk entre les belligérants sous les auspices de l'OSCE.

Mais entre temps Kiev avait décidé de rompre avec son statut de neutralité tout en réitérant ses sollicitations envers les occidentaux pour rejoindre l'Otan. Un choix politique qui ne pouvait que provoquer une réaction négative du Kremlin.

Il y a désormais urgence à la mobilisation des forces de paix et des peuples en Europe pour imposer l'arrêt de l'opération contre les populations du Donbass. Le PCF lance un appel urgent et solennel au gouvernement français pour qu'il favorise l'ouverture immédiate de négociations mettant un terme au bain de sang. Il en va de la paix et de la sécurité en Europe.

Pierre Gosnat, un grand maire qui avait à cœur sa ville d'Ivry

Pierre Laurent, le 25 janvier 2015

Depuis plusieurs mois, Pierre Gosnat se battait contre le cancer. Il n'en avait jamais fait mystère. Pierrrot comme l'appelaient ses amis, ses camarades, avait décidé de rendre public son combat, parce que c'était un combat pour la vie.

Pierrrot avait à cœur, au cœur sa ville d'Ivry Sur Seine. Tout jeune, il avait hérité de son grand-père Venise Gosnat et de son père Georges Gosnat cette envie de se battre pour la justice sociale, pour « l'humain d'abord » ! Il c'était engagé très tôt à la jeunesse communiste, puis au Parti Communiste Français. Fidèle à son engagement, il cherchait à le faire vivre en se mettant au service du plus grand nombre.

Maire depuis 1998, il n'avait de cesse de faire que chaque projet, petit ou grand, culturel, éducatif, économique, environnemental, fasse préalablement l'objet d'une concertation. Sous son impulsion, Ivry Sur Seine était un laboratoire d'idée, que certains journalistes appellent le « nouveau communisme municipal ». Ivry Sur Seine est une ville dynamique, vivante, où la priorité est donnée aux habitants, à tous les habitants, quels que soient leurs âges, leurs sexes, leurs origines, leurs pouvoirs d'achat. Avec les maires de Vitry Sur Seine, et de Choisy le Roi, il a contribué à créer la communauté d'agglomération de Seine Amont pour donner plus de forces à leurs projets.

Homme de culture, il aimait discuter avec Jean Ferrat, Allain Leprest qu'il a soutenu jusqu'au bout. Avec Alice, sa femme, il allait avec gourmandise au festival d'Avignon écouter, regarder les nouvelles créations. Il avait obtenu le label de Centre Théâtral National pour Ivry pour promouvoir plus en profondeur la culture dans cette ville populaire, cosmopolite.

C'est tout cela et tellement plus que nous lègue Pierrrot !

A Alice, sa femme, à ses enfants, sa famille, ses proches, ses amis, ses camarades, aux communistes d'Ivry et du val de Marne, aux Ivryennes et Ivryens, au nom du Parti Communiste Français, et en mon nom, je vous adresse toutes mes condoléances, et tout notre soutien dans cette épreuve.

Le PCF condamne l'incendie criminel de la mosquée d'Aix

Les horribles assassinats des journalistes et des caricaturistes de Charlie Hebdo, d'innocents exécutés parce que juifs, la sanglante fin de cavale des meurtriers ont bouleversé notre peuple et provoqué d'immenses rassemblements de citoyens dans tout le pays (voir l'éditorial). Au-delà de la condamnation unanime des actes criminels, les gens ont exprimé une peine profonde à l'égard de dessinateurs qui portaient, au travers de leur humour et du trait incisif de leurs dessins, un message d'humanisme et un rejet de toutes les dictatures, qu'elles soient militaires, politiques ou religieuses. Les communistes et le journal L'Humanité les appréciaient. Certains étaient des amis proches (voir le témoignage de Gérard Simon).

Or, des forces extrémistes de toute obédience cherchent aujourd'hui à dévoyer le grand mouvement de dignité qui a rassemblé des millions de personnes, et à le diviser sur une base religieuse. Le PCF appelle à déjouer ce piège et condamne avec la plus grande fermeté l'incendie criminel de la mosquée d'Aix-les-Bains.

Ceux qui l'ont allumé ont voulu stigmatiser la population musulmane en pratiquant un amalgame inacceptable entre cette population et les islamistes. Ces incendiaires ne sont pas des républicains. Ce sont, eux aussi, des terroristes.

Opposer les citoyens entre eux selon leurs croyances rejoint les thèses des néoconservateurs américains. On sait qu'ils veulent redessiner le monde sur une base confessionnelle dans l'objectif de maintenir durablement la domination des grandes sociétés sur la planète. « Diviser pour mieux régner » est un adage connu. Les communistes appellent au contraire au rassemblement des forces vives du pays pour construire une république sociale et solidaire redonnant du sens au triptyque « liberté, égalité, fraternité ». Assurant la communauté musulmane d'Aix-les-Bains de leur solidarité, rejetant le racisme, les discriminations et les politiques d'exclusion, combattant les choix politiques sécuritaires des gouvernements successifs, les communistes font toujours leur le cri de Karl Marx : « **Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !** ».

Elections départementales : la question du Front National

Lors des discussions préparatoires aux élections qui ont eu lieu, en Savoie, entre les partenaires du Front de gauche, s'est posée la question du FN. « *Et si le FN est présent au deuxième tour, que fait-on ?* ».

Pour les communistes, la question du FN n'est pas une petite question. Le Front national n'est pas un parti comme les autres. C'est un parti d'extrême droite, xénophobe, raciste, violent, qui tente, certes, de se rendre plus présentable, mais dont la présidente Marine Le Pen n'hésite pas à participer au bal annuel des fascistes autrichiens. D'ailleurs, pour le FN, le régime de Vichy a bien défendu la France. Jean-Marie Le Pen ne disait-il pas que l'extermination des Juifs par le régime nazi n'était qu'un détail de la deuxième guerre mondiale ?

Pour sa part, le PCF (qui a toujours combattu le fascisme et qui en a terriblement souffert) estime que la lutte contre le FN est une lutte vitale car la classe ouvrière et les salariés ne peuvent changer le monde qu'en étant unis, alors que toute la politique du FN vise à les diviser entre immigrés et Français. C'est pourquoi les communistes savoyards ont expliqué à leurs partenaires qu'ils se refusaient à banaliser le FN et que, si un candidat FN était présent au deuxième tour des élections, ils feraient tout pour le faire battre et qu'ils s'exprimeraient publiquement dans ce sens.

LOI MACRON

LIBERALE ET LIBERTICIDE

Le ministre de l'Économie du gouvernement Valls/Hollande défend une loi fourre-tout de près de 160 articles déréglementant le code du travail, cassant le service public du transport, vendant les aéroports et les barrages publics aux spéculateurs, élargissant le travail du dimanche... **Sarkozy en a été empêché, Macron le fait.** Décidément quand ce gouvernement socialiste dit *Liberté*, il choisit celle des multinationales contre celle des travailleurs et des usagers. Le projet de loi Macron « pour la croissance et l'activité », est, sous prétexte de satisfaire les dogmes libéraux défendus par Berlin et Bruxelles en menant toute la zone Euro en déflation, une imposture économique et un danger social.

EMMANUEL MACRON SERAIT
UN "MOZART DE LA FINANCE"

JE VAIS ÉCRIRE UN REQUIEM,
POUR LE CODE DU TRAVAIL !



Une imposture

Souvenez vous, durant l'été on vous parlait d'un projet de loi sur « la croissance et le pouvoir d'achat » ce devait être pour vous « restituer 6 milliards de pouvoir d'achat ». A l'arrivée, un texte uniquement tourné vers les exigences de « déréglementation ». Et, pour stimuler la croissance, il n'y a rien. Même la députée socialiste Karine Berger reconnaît que « la baisse de 5% du tarif réglementé des notaires équivaut à construire en France 8 petits immeubles de 25 logements par an » ! Si le gouvernement voulait faire un acte fort pour le pouvoir d'achat, il déciderait une revalorisation substantielle du SMIC au 1^{er} janvier pour relancer l'économie.

Barrages et aéroports bradés !

La loi Macron envisage la vente de participation de l'État pour 5 à 10 milliards pour le désendetter. D'abord, on voit mal en quoi cela relancera la croissance et l'activité. Dans la liste des entreprises publiques à liquider, le ministre évoque notamment les barrages hydrauliques et les aéroports de Nice et Lyon après celui de Toulouse. C'est donc une attaque en règle contre les services publics pour répondre aux injonctions de la Commission européenne. Déjà, sous Sarkozy, les mêmes arguments avaient conduit à la privatisation du gaz et de l'électricité. On connaît le résultat : perte d'emplois, pression sur les salaires dans l'entreprise, augmentation des tarifs pour les usagers afin de satisfaire les dividendes des actionnaires.

Les pauvres prendront le car

La loi prévoit aussi de libéraliser complètement le transport par autocar jusqu'à présent soumis à autorisation. Emmanuel Macron déclare : « *Les français sont trop pauvres pour prendre le train.* » Quel cynisme ! Pourquoi le gouvernement se refuse à l'augmentation du SMIC, de l'ensemble des salaires et des minimas ?

A coup sûr, cette mesure accompagnera la volonté de la SNCF de supprimer encore des lignes ou des gares pas assez rentables au détriment de l'aménagement du territoire.

Yes week-end !

Beaucoup a déjà été dit sur l'inanité de l'extension du travail du dimanche, ce recul social, la conception marchande du temps de vivre, le non respect des familles, un volontariat des salariés concernés qui est largement un mythe.



Rappelons-nous ! Après un grand chantage dans les années 1990, Virgin Megastore avait obtenu le droit d'ouvrir 7 jours sur 7. Depuis 2012, Virgin a mis la clé sous la porte et tous les salariés sont au chômage... Outre que 12 dimanches annuels travaillés ne peuvent constituer un plan de lutte contre la pauvreté et la précarité, pensons aux salarié-e-s, le travail du dimanche sert les grandes enseignes au détriment du petit commerce et des nombreux emplois qu'il porte. Beaucoup de petits commerçants et artisans sont contre : le président de l'Union professionnelle artisanale parle même d'un *perdant-perdant*. Il y a d'autres sujets de reculs sociaux dans les chapitres ouverts par le projet de loi : suppression de la pénalisation du « délit d'entrave », la libéralisation des professions réglementées, la possibilité de ventes à la découpe de logements publics, des modifications des règles de la justice prud'homale...

Le MEDEF ne cache pas sa joie

L'engagement de tout l'exécutif derrière ce projet de loi, applaudi du Medef, et que le député UMP Mariton n'exclut pas de voter, à un double sens : amplifier l'ancrage libéral de la politique gouvernementale, donner des gages à la Commission Européenne. Un MEDEF soutien officiel du gouvernement mais qui ne lâche pas les commandes, quand, tout en félicitant le Premier ministre, il demande des "corrections" sur le dispositif pénibilité, de "rester cohérent dans la stratégie de baisse des charges", de continuer les démarches en faveur de la "simplification", et de "corriger les errements sur le temps partiel (24h) qui détruisent actuellement de l'emploi". Fidèle à lui même, il mène sa lutte des classes en attaquant toujours plus fort les intérêts, les droits et protections des salariés.

A l'évidence, la Loi Macron va cristalliser un grand débat politique, un vrai débat de société, un débat sur "la direction à prendre". Nous savons qui va la soutenir ou la faire passer, de la droite au Parti socialiste. Des forces considérables, politiques, associatives, syndicales et citoyennes, n'en voudront pas et peuvent mettre en échec le gouvernement tout en ouvrant une perspective positive.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :

#CHARLIEHEBDO

COEUR CHAUD, TETE FROIDE

Le 7 janvier, deux actes effroyables ont été commis. Des criminels ont exécuté des journalistes, des individus en raison de leur religion. Ces terroristes ont commis ces actes au nom d'une religion, insultant les croyants musulmans. Ils ont commis des actes ignobles en tuant ceux qui n'étaient pas comme eux : ces actes sont clairement des actes d'extrême-droite. Nous les condamnons sans réserve. 4 millions de personnes ont défilé, c'est une des plus grandes manifestations depuis 50 ans.

APRÈS, IL SE PASSE QUOI?

Comprendre ce qu'il est passé : ces actes et leurs auteurs sont le révélateur d'une société malade et violente, où des jeunes laissés à l'abandon, sombrent dans la folie criminelle. C'est la justice, et non pas des médias racoleurs qui devront analyser les faits.

Comment des jeunes de notre pays peuvent-ils en arriver-là? Oui, il y a un problème dans notre société, quand des jeunes sont laissés sur le bord de la route, déscolarisés, au chômage et sans perspectives d'avenir et de réussite.

LE DIALOGUE, POUR CASSER LES DIVISIONS ET LES PRÉJUGÉS...

Parce qu'il n'y a pas de solutions simples, il nous faut dialoguer pour que plus aucun jeune ne sombre seul, pour changer cette société. Certains veulent nous opposer en fonction de nos origines, de notre religion ou notre couleur de peau.

C'est l'absence de dialogue qui donne de la force à la violence. Nous devons pouvoir décider de notre avenir et des choix de société pour redonner un sens à la République. Ce n'est pas un slogan mais un ensemble de droits qui garantissent l'égalité, la liberté, la fraternité.

... ET LE POISON DE L'ISLAMOPHOBIE

Les musulmans n'ont pas à s'excuser, à quoi ça avance? Depuis longtemps, on cherche à montrer que la culture musulmane est un ennemi à l'intérieur de la société française. Or elle fait partie de la vie de millions de gens, tirer un trait dessus met en danger le vivre-ensemble.

Ca nous détourne des problèmes concrets de nos vies, et attise la violence. La haine fini toujours par éclabousser: les musulmans aujourd'hui, et qui demain?

WWW.JEUNES-COMMUNISTES.ORG



JEUNES.COMMUNISTES //



@_MJCF



COMBATTRE POUR NOS DROITS, CONTRE LA HAINE & LES DISCRIMINATIONS

Combattre : l'extrême-droite qui veut profiter de ces événements tragiques pour nous diviser encore plus et les grands patrons veulent continuer à s'empiffrer sur notre dos.

L'ÉGALITÉ

Nous voulons combattre les divisions et les discriminations qui opposent les gens entre eux. Il faut mettre sur le même terrain une agression antisémite, islamophobe, sexiste, homophobe, raciste. Il faut en finir avec les contrôles au faciès. **N'opposons plus les combats : c'est la condition d'une réelle égalité entre tous et toutes.**

C'est cette situation à laquelle se rajoute la libération de la parole haineuse depuis de nombreuses années contre les musulmans, les Rroms, les homosexuels, les femmes. Ils favorisent le passage à l'acte, à la violence. Comment s'étonner, sans l'excuser, d'une telle violence quand elle est incitée en permanence ? La violence est partout présente quand 22,5% des jeunes de France vivent dans la pauvreté pendant que les plus hautes fortunes amassent des milliards.

LA LIBERTÉ

Nous voulons combattre les précarités car elles engendrent du désespoir, de la souffrance et de la rancœur. Se battre contre les injustices, c'est faire reculer la violence, et avancer la liberté.

Pendant que les riches comptent l'argent en millions, nous comptons euros par euros: il est temps de s'attaquer aux milliards qu'on nous vole, pour répondre à nos besoins (éducation, travail, logement, santé) et se construire un avenir digne.

LA FRATERNITÉ

Au nom de la lutte antiterroriste, nous refusons le flicage, les contrôles et les stigmatisations qui assimilent les musulmans aux terroristes. Il faut au contraire construire vivre-ensemble.

Nous voulons combattre les guerres menées au nom de notre « sécurité » qui jettent des peuples dans la misère ou l'exil. C'est la paix et la coopération entre les peuples qui est la meilleure arme pour empêcher la violence.

Les guerres successives depuis dix ans, pour accéder aux ressources de pays du Moyen-Orient ou d'Afrique, au nom de la lutte contre le terrorisme... l'ont développé. En détruisant des Etats, et en favorisant l'affrontement entre communautés, c'est la violence qui s'est développé. D'ailleurs, qui a armé les tueurs? De la Lybie à la Syrie, la France avec l'Union Européenne et l'OTAN, leur ont livré des armes qui tuent, ici et là - bas. **En s'enfermant dans ses frontières, l'Europe a déclaré la guerre aux migrants et fait des milliers de morts en Méditerranée.**

La guerre n'est pas la solution, c'est le problème.

Le capitalisme n'a que la violence et la pauvreté à nous offrir. Il est temps de créer une autre société où la solidarité est la règle.

Il y a des jeunes communistes près de chez toi, alors

Rejoins-nous!

Finissons en avec les attaques contre les femmes

Le 6 novembre 2014, un membre du groupe Facebook « Les médecins ne sont pas de pigeons » a partagé la photo d'une fresque de la salle d'un internat de Clermont-Ferrand : elle représente une super héroïne en train de se subir un viol de la part de 3 autres personnages de comics. Les agresseurs de la fresque insultent la victime en lui disant « Tiens ta loi santé ! ». Cette fresque présente depuis des années dans les locaux est d'une violence inouïe et abjecte. Elle ne relève en aucun cas « d'humour » mais d'un crime contre les femmes. Le sexisme n'est pas un avis mais un délit.

De plus suite à la dénonciation de cette fresque insultante, des membres d'associations féministes ont été harcelées et menacées sur les réseaux sociaux et au téléphone.

Les étudiants communistes condamnent avec la plus grande fermeté l'attaque contre les femmes que représente cette fresque odieuse ainsi que les menaces faites aux associations. Nous marquons notre plus grande solidarité envers toutes les femmes qui subissent au quotidien ce genre d'insultes.

L'Union des Étudiants Communistes, engagée dans la bataille contre le sexisme souligne qu'à l'université comme sur le lieu de travail les étudiantes sont régulièrement victimes de propos ou d'actes dégradants et discriminants. Cette situation est parfaitement intolérable. La culture du viol véhiculée par une minorité est un grave problème pour l'ensemble de la société. C'est pourquoi nous menons une grande bataille contre toutes les formes de sexisme dans les campus de France afin de faire cesser ces pratiques intolérables partout.

La Semaine du Féminisme, qui aura lieu la deuxième semaine de mars sera l'occasion de porter haut la voix de l'égalité, de la liberté et du respect de chacun. Sur tous les lieux universitaires, les étudiants communistes seront présents pour apporter des solutions de progrès.

Matthieu Bauhain, nouveau Secrétaire National de l'UEC



Le Collectif National, qui est la direction de l'UEC, s'est réuni le week-end des 24 et 25 janvier 2015.

Lors de cette réunion, la Coordination nationale a été renouvelée. Hugo Pompougnac, Secrétaire National jusque là, a passé la main à Matthieu Bauhain. Durant les deux ans de son mandat, Hugo a été à l'initiative du large redéploiement de l'organisation, permettant aux étudiants communistes d'être présents dans la plupart des campus universitaires français.

Matthieu Bauhain, est étudiant à l'Institut de Préparation de l'Administration Générale (IPAG) de Nanterre. Secrétaire à l'organisation depuis deux ans, il a entrepris le développement de l'UEC, qui est passé de 2 500 à 5 000 adhérents durant cette période.

Ce passage au secrétariat à l'organisation est aussi celui de la réalisation de la campagne nationale de l'UEC « à la fac pour réussir ». Dans ce cadre, ce sont 28 000 étudiants et 131 associations qui se sont mobilisés avec l'UEC pendant le référendum du mois de novembre pour sortir de l'austérité.

L'UEC est aujourd'hui un acteur incontournable de la vie politique, sociale et culturelle étudiante. Elle organise tous les ans la Semaine de la Pensée Marxiste et la Semaine du Féminisme sur tous les campus.

La nouvelle direction aura à cœur de faire de l'UEC l'organisation de l'ensemble des étudiants qui aspirent, comme les étudiants de Grèce et de toute l'Europe, à construire une société où l'avenir de la jeunesse est une priorité et non une promesse.

Commission CIR : les étudiants ont été entendus

COMMISSION CIR : LES ÉTUDIANTS ENFIN ENTENDUS

LE CRÉDIT IMPÔT RECHERCHE :

6 MDS€ DONNÉS CHAQUE ANNÉE
PAR L'ÉTAT AU PRIVÉ
POUR DES RÉSULTATS NULS



UN BUDGET QUI RELANCERAIT
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET
PERMETTRAIT LA RÉUSSITE ÉTUDIANTE



POUR DES FORMATIONS DE QUALITÉ,
EXIGEONS LE TRANSFERT DU CIR !



À LA FAC POUR RÉUSSIR,
BATTONS-NOUS POUR NOTRE AVENIR

Loin des faux-semblants du gouvernement, l'austérité continue de frapper durement l'enseignement supérieur en mettant à mal nos formations. Pourtant, les étudiants veulent des moyens pour étudier dans de bonnes conditions, pour réaliser des stages de qualité dignement rémunérés et utiles pour leur projet d'études. Cette volonté s'est notamment illustrée par les 15 budgets d'austérité qui ont été bloqués récemment par les étudiants.

Cette revendication légitime des étudiants avait portée notamment lors du référendum étudiant où 28000 d'entre eux, avec notamment l'exigence du transfert des 6 milliards d'euros du Crédit Impôt Recherche (CIR) versés chaque année par l'État aux entreprises pour des résultats nuls. Cette somme qui équivaut environ à la moitié du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche serait bien plus utile, si celle-ci était utilisée pour répondre aux besoins des étudiants, notamment en leur assurant des formations de qualité libérée des exigences du patronat local.

Il y a quelques jours, une commission d'enquête vient d'être créée par le Sénat pour évaluer le détournement du CIR. Les étudiants communistes tiennent à saluer cette avancée, en espérant que celle-ci aboutira sur des mesures concrètes, et en particulier le transfert du CIR pour compléter le budget de l'enseignement supérieur, et ainsi en finir avec cette niche fiscale qui existe au détriment des étudiants et des chercheurs du pays.

Quelques nouvelles de notre députée européenne Marie-Christine Vergiat

Bonjour à toutes et à tous,

Certains doivent penser que **je me fais rare depuis ma réélection** au Parlement européen et c'est un peu vrai.

J'ai du mal à trouver une tonalité pour m'exprimer. **J'avais envie de revoir un certain nombre de choses sur ma façon de travailler** tirant le bilan de ces 5 années de mandat et de la campagne électorale.

Je l'ai **fait au Parlement européen en me recentrant sur mes fondamentaux : "les droits de l'Homme"** en essayant de mieux articuler les questions dites intra-européennes et les questions internationales. C'est pourquoi je suis restée à la commission des Libertés civiles où je suis désormais titulaire et j'ai décidé de travailler au sein de la commission des affaires étrangères où je suis coordinatrice de mon groupe pour la sous-commission des droits de l'Homme. Je mets ainsi, du moins j'essaie, ma spécificité, mon expérience au service de mon groupe et notamment de nos nouveaux député(e)s puisque la GUE/NGL compte désormais 52 membres dont les 2/3 sont des nouveaux membres. Nous ne sommes que 20 qui étions déjà élu(e)s sous la précédente mandature.

Sans doute qu'en travaillant ainsi, j'ai eu moins d'énergie à consacrer à la réflexion sur **l'articulation entre le travail européen et les combats nationaux**, ce que je voulais pourtant faire, si j'excepte la question de ce que j'appellerai **la restructuration du Front de Gauche** avec les assemblées de septembre et décembre et le travail à venir des **"Chantiers d'espoir"** dont j'aurai l'occasion de vous reparler.

Pour être fidèle à moi-même, je vous transmets **les lettres d'Eurocitoyenne consacrées aux deux dernières sessions du Parlement européen en 2014** (voir ci-dessous) sachant qu'une nouvelle session a eu lieu la semaine dernière et que j'essaierai de vous en envoyer très vite les éléments.

Mais je voudrais aussi vous donner **quelques éléments d'actualité**, d'abord en vous faisant partager une tribune dans laquelle je me reconnais pleinement, moi qui ai participé au colloque contre l'islamophobie le 13 décembre dernier. Cette tribune répond notamment à l'hallucinante tribune de Christophe Ramaux, économiste atterré et en l'espèce atterrissant (mais non représentatif des dits économistes), qui a osé mettre en cause les organisateurs dudit colloque du 13 décembre dans l'attentat contre Charlie Hebdo. Hallucinant à un moment où il faut plus que jamais se rassembler sur des valeurs communes pour lutter contre toutes les formes de racisme sans opposer les uns aux autres et **oui plus que jamais, il faut combattre l'islamophobie** et refuser les amalgames. Je vous laisse lire le texte

http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2015/01/15/plus-que-jamais-il-faut-combattre-l-islamophobie_4557269_3232.html

Je veux aussi vous faire partager un texte de Roger Martelli intelligemment intitulé : **"Se sortir de la guerre et non pas chercher à la mener"** : une tribune en quelque sorte sur le sens des mots, sur ce que cache ce vocabulaire guerrier et notamment les risques liberticides des mesures qui peuvent être prises au nom de cette "guerre" au terrorisme. et le magazine Regards qui publie cet article a bien raison de rappeler la citation de Benjamin Franklin « Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre et finit par perdre les deux ».

J'y ajoute quelques **petits commentaires personnels** sur la situation internationale, la question des interventions occidentales en Afrique et au Moyen Orient et leurs "liens" avec les attentats de Paris et les **risques de fuite en avant sécuritaires** qui pèsent sur nous après ces attentats, commentaires que j'ai pu faire dans le cadre d'une interview des réseaux de Radio Campus

<http://www.eurocitoyenne.fr/content/mon-interview-radio-campus-le-14-janvier-2015-segregation-et-radicalisation-fuite-en-avant>

Enfin, un article de Médiapart sur le PNR européen (les fi-chages de passagers aériens), sujet mis en avant par le gouvernement français dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et pour lequel Manuel Valls a demandé au Parlement européen de prendre conscience des enjeux. Passant sur le fait que la formulation utilisée par Manuel Valls, de surcroît devant l'Assemblée nationale est pour le moins étonnante, je ne cesserais de dire qu'en l'espèce, c'est plutôt au gouvernement national de prendre conscience des enjeux, eux qui sont dans ce domaine dans une fuite en avant sécuritaire

<http://www.mediapart.fr/journal/international/130115/les-eurodeputes-toujours-divises-sur-un-registre-europeen-des-passagers>

Voilà, je vous souhaite bonne lecture et vous dis à très bientôt j'espère en vous redisant que vos commentaires sont toujours les bienvenus, Bien amicalement
Marie-Christine



Compte-rendu de session plénière

C'est évidemment dans un contexte bien particulier que je vous présente mes vœux pour cette nouvelle année qui commence bien mal. Consternation et horreur sont les seuls mots qui me sont venus après le massacre qui a eu lieu à Charlie Hebdo. Mais vient ensuite la nécessité d'une mobilisation autour de nos valeurs, celle de liberté bien sûr mais aussi celle de vivre-ensemble, quelles que soient nos appartenances réelles ou supposées. Plus que jamais, refusons les peurs, les haines, les préjugés et les instrumentalizations de toutes sortes. Faisons en sorte que 2015 se déroule sous de meilleurs auspices, ceux de tolérance, de justice, d'espérance et de changement.

Le Parlement européen s'est réuni à Strasbourg du 15 au 18 décembre. Voici mes interventions et prises de position concernant les textes votés à ces occasions.

Solidarité avec Charlie Hebdo: la GUE/NGL condamne le massacre

La liberté de la presse comme la liberté de pensée sont en Europe des droits indéfectibles et inaliénables, l'atteinte à la vie des journalistes et salariés du journal Charlie hebdo ne peut être vécue qu'avec profond effroi et émoi.

[En savoir plus](#)

Explication de vote : pour la reconnaissance de l'État palestinien

En adoptant à une très large majorité une résolution exprimant son soutien à la reconnaissance de l'État palestinien ce 17 décembre, le Parlement européen a, sans doute, émis un vote historique.

[En savoir plus](#)

Mon intervention en plénière sur le processus de Khartoum

Je suis intervenue le 17 décembre 2014 en plénière sur le processus de Khartoum, voici mon intervention.

[En savoir plus](#)

Mon intervention en séance plénière sur le Soudan et notamment le cas d'Amin Mekki Medani

Je suis intervenue en séance plénière sur le Soudan et plus particulièrement le cas d'Amin Mekki Medani, le 18 décembre 2014. Voici mon intervention.

[En savoir plus](#)

Mon intervention en séance plénière sur la Mauritanie et notamment le cas de Biram Dah Abeid

Je suis intervenue en séance plénière sur la Mauritanie le 18 décembre 2014. Voici mon intervention.

[En savoir plus](#)

Explication de vote : Situation en Méditerranée et nécessité d'une approche globale de l'UE sur la question des migrations

De plus en plus de migrants trouvent la mort en Méditerranée. Cette année est une des plus funestes en la matière : plus de 3200 personnes sont mortes lors de leur traversée vers l'Europe. Nous ne pouvons accepter que l'Europe soit devenue le continent le plus dangereux pour les migrants.

[En savoir plus](#)

Explication de vote : contre le budget 2015 de l'UE

Le nouveau budget général de l'UE pour 2015 a été adopté par une large majorité du Parlement européen grâce aux voix des groupes PPE, socialiste et libéral.

[En savoir plus](#)

Explication de vote : contre la mobilisation du Fonds d'ajustement à la mondialisation pour Air France

Le Parlement européen a adopté à une large majorité le rapport de Marco Zanni demandant la mobilisation du Fonds d'ajustement à la mondialisation à hauteur de 25,9 millions d'euros (un record depuis le lancement de ce fonds !) concernant 3 886 salarié(e)s licenciés chez Air France.

[En savoir plus](#)

Explication de vote : Mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation - Whirlpool

Le Parlement européen a adopté à une large majorité le rapport de Danièle Viotti demandant la mobilisation du Fonds d'ajustement à la mondialisation à hauteur de 1,890 millions d'euros pour 502 salarié(e)s licencié(e)s chez Whirlpool et 106 chez cinq de ses fournisseurs et producteurs en aval.

[En savoir plus](#)

Explication de vote : Renouvellement de la stratégie de sécurité intérieure de l'Union européenne

Nous sommes tous et toutes attaché(e)s à la sécurité et à la protection de toutes celles et de tous ceux qui vivent sur le territoire de l'Union. Mais nous sommes (ou devrions être) tout autant attaché(e)s au respect et à la promotion des droits fondamentaux et des libertés civiles.

[En savoir plus](#)

Explication de vote : Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et le Royaume du Maroc

Les négociations entre le Maroc et l'UE relatives à la conclusion d'un accord concernant les systèmes de navigation par satellite ont commencé en 2004. L'objectif de l'accord est de renforcer la coopération avec le Maroc dans le domaine de la navigation par satellite.

[En savoir plus](#)

Explication de vote : abstention sur le traitement tarifaire des marchandises originaires de l'Équateur

On nous dit que l'Équateur a subi de fortes pressions politiques de l'UE et économiques de ses voisins. Certes, mais il est loin d'être le seul dans la région et il n'est pas forcément le moins bien armé pour faire de la résistance.

[En savoir plus](#)

Explication de vote : Industrie sidérurgique de l'Union et protection des travailleurs et des entreprises

Alors que l'acier est indispensable à l'industrie européenne, l'Union européenne et ses États membres sont toujours incapables de proposer un réel plan pour la relance de la sidérurgie en crise depuis de nombreuses années tenant compte y compris des enjeux environnementaux.

[En savoir plus](#)

Explication de vote : Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)

La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) est un instrument international qui vise à protéger les espèces de faune et de flore menacées d'extinction.

[En savoir plus](#)

Explication de vote : Renouvellement de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et l'Ukraine

L'accord de coopération scientifique et technologique entre l'UE et l'Ukraine signé en juillet 2002 est arrivé à expiration. Il s'agit donc théoriquement ici de simplement renouveler cet accord de coopération UE-Ukraine en matière technologique et scientifique.

[En savoir plus](#)

Explication de vote : Accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II) Annexes

Solvabilité II est une réforme européenne dont l'objectif officiel est "de mieux adapter les fonds propres exigés des compagnies d'assurances et de réassurance avec les risques que celles-ci encourent dans leur activité".

[En savoir plus](#)

Compte-rendu de session plénière et invitation

Le Parlement européen s'est réuni à Strasbourg du 24 au 27 novembre. Voici mes interventions et prises de position concernant les textes votés à ces occasions. J'en profite pour vous convier à la soirée co-organisée avec Pouria Amirshahi, Jacques Boutault et Corinne Morel-Darleux sur le thème "Penser les migrations autrement, pour en parler différemment".

"PENSER LES MIGRATIONS AUTREMENT, POUR EN PARLER DIFFÉREMMENT - Témoigner, décrypter, reconstruire - "

L'invitation vous explique le pourquoi et le comment de cette démarche que nous pourrions résumer autour des 3 items suivants "Témoigner, décrypter, reconstruire".

Il s'agit de fédérer les énergies, de parler ensemble de ces politiques mortifères afin d'être plus efficace pour réagir mais aussi construire (reconstruire) la façon de débattre des migrations. Ce débat ne peut rester l'apanage de l'extrême droite et de ceux et de celles qui peu à peu se font contaminer par leurs stéréotypes. D'autres politiques doivent aussi pouvoir être portées et pour y parvenir, nous devons mobiliser les énergies de tous ceux et toutes celles qui agissent en ce domaine en partant de la réalité de ce que vivent les migrants.

C'est avec ce type d'objectifs que nous voulons discuter et travailler avec tous ceux et toutes celles qui ne supportent pas l'idée que le continent européen devienne le continent le plus dangereux pour les migrants.

Je compte donc sur vous pour participer à cette soirée qui aura lieu le mardi 9 décembre de 18h à 22h à la salle Jean Dame et pour diffuser l'information autour de vous.

Vote : abstention sur la motion de censure de la Commission européenne

Je me suis abstenue sur la **motion de censure** de la Commission européenne, présentée par l'extrême droite européenne et la droite extrême britannique.

[En savoir plus](#)

Communiqué de presse "Accord PNR UE-Canada : Saisine de la CJUE, résolution du PE"

En juillet 2013 la Commission a conclu un nouvel accord avec le Canada sur l'échange de données des passagers aériens (PNR), le précédent ayant expiré en septembre 2009.

Le Traité de Lisbonne oblige désormais à demander l'approbation du Parlement européen pour tout accord international conclu par l'Union européenne.

[En savoir plus](#)

Mon intervention en séance plénière sur les enlèvements et les mauvais traitements des femmes en Irak

Un débat était organisé le 27 novembre 2014 en séance plénière du Parlement européen sur les enlèvements et les mauvais traitements des femmes en Irak.

[En savoir plus](#)

Vote: contre la résolution sur la réalisation du marché unique.

J'ai voté contre cette **résolution sur la réalisation du marché unique numérique** déposée par les groupes politiques PPE et S&D.

[En savoir plus](#)

Mon intervention en séance plénière sur le cas du criminel de guerre serbe Šešelj

Un débat était organisé le 27 novembre 2014 en séance plénière du Parlement européen sur le cas du criminel de guerre Šešelj en Serbie.

[En savoir plus](#)

Mon intervention en séance plénière sur les lois sur le blasphème au Pakistan

Un débat était organisé le 27 novembre 2014 en séance plénière du Parlement européen sur les lois sur le blasphème au Pakistan.

[En savoir plus](#)

Vote : pour une lutte accrue contre la sous-nutrition infantile

Avec plus de 225 millions d'enfants de moins de cinq ans qui souffrent de sous alimentation aiguë et 2,6 millions d'entre eux qui en décèdent chaque année, la sous alimentation est de loin la principale cause de mortalité infantile.

[En savoir plus](#)



























Vote : pour la défense universelle des droits de l'Enfant

J'ai voté pour cette **résolution** du Parlement européen qui réaffirme son engagement en faveur de la défense universelle des Droits de l'Enfant.

[En savoir plus](#)

Marie-Christine Vergiat est toujours la meilleure eurodéputée de notre zone, loin devant la 2ème. Les 4 élus de gauche sont classés parmi les 5 premiers. L'extrême-droite occupe 2 des 3 dernières places et 5 des 8 dernières. L'UMP a la dernière place, la 4e et la 4e en partant de la fin. Le Modem censément européen occupe une pâle 9e place.

CLASSEMENT DES EURODÉPUTÉ-E-S de la circonscription Sud-Est

1	Marie-Christine VERGIAT 282 (score) 3rd in France 39th in the EuParl	 	Dans le Top 3 des Français les plus actifs
2	Sylvie GUILLAUME 177 (score) 19th in France 229th in the EuParl	 	
3	Michèle RIVASI 175 (score) 21st in France 240th in the EuParl	 	
4	Françoise GROSSETÊTE 171 (score) 25th in France 262nd in the EuParl	 	
5	Vincent PEILLON 169 (score) 26th in France 272nd in the EuParl	 	Dans les 50% les moins actifs d'Europe
6	Bruno GOLLNISCH 155 (score) 35th in France 384th in the EuParl	 	Dans les 50% les moins actifs de France
7	Marie-Christine ARNAUTU 146 (score) 50th in France 478th in the EuParl	 	
8	Dominique MARTIN 143 (score) 55th in France 543rd in the EuParl	 	
9	Sylvie GOULARD 140 (score) 59th in France 581st in the EuParl	 	
10	Renaud MUSELIER 117 (score) 65th in France 636th in the EuParl	 	
11	Jean-Marie LE PEN 97 (score) 70th in France 695th in the EuParl	 	Dans le Flop 5 des Français les moins actifs
12	Mireille D'ORNANO 89 (score) 73rd in France 708th in the EuParl	 	Dans le Flop 3 des Français les moins actifs
13	Michel DANTIN 70 (score) 74th in France 723rd in the EuParl	 	LE député Français le moins actif

source : mepranking.eu

A lire

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"
Économie & Politique
Dossier budgets



Le CPI victorieux dans les districts industriels du sud
Les percées communistes dans l'état du Chhattisgarh sont localisées dans les districts du sud, c'est à dire dans les régions plus industrielles et intégrées au "Red Corridor" naxalite (guérilla maoïste). Le fameux "corridor rouge" traverse des régions forestières de peuplement tribal d'Inde du Centre et du Nord. La guérilla a trouvé un terreau dans ces régions du fait de l'existence d'une paysannerie sans terre et de sociétés semi-féodales.

A Kirandool, ville minière du sud de l'état, située dans le "Red Corridor" naxalite, le CPI parvient à remporter de nombreuses victoires contre l'INC et le BJP. Avec 27.772 voix, le CPI remporte largement la municipale, l'INC n'obtenant que 1601 voix et le BJP 967 voix. De plus le CPI parvient à gagner les "sièges réservés aux femmes" (oui en Inde il existe une politique de discrimination positive, pour les femmes, les tribus, les dalits, adivasis ...). Cette victoire s'explique par la grande campagne lancée par les communistes contre la privatisation des mines NMDC de Kirandool.

Dans de nombreuses localités proche de Kirandool, les candidats du CPI arrivent seconds ou troisièmes. Le CPI rate de peu son élection dans certaines circonscriptions. Il faut cependant saluer l'élection de 2 communistes dans le conseil de Bade Bacheli (20.407 habitants) où le CPI arrive second derrière le BJP.

Dans le district de Sukma (située dans le "Red Corridor" naxalite) le CPI gagne 2 élus dans les corporations municipales

Le vernis social du FN craque par Dominique Watrin, sénateur communiste du Pas-de-Calais

<http://www.hervepolypcf62.com/2015/01/le-vernissocial-du-fn-craque-par-dominique-watrin-senateur-communiste-du-pas-de-calais.html>

" Le Front National, qui ne manque pas un artifice pour se donner un vernis social, jette le voile.

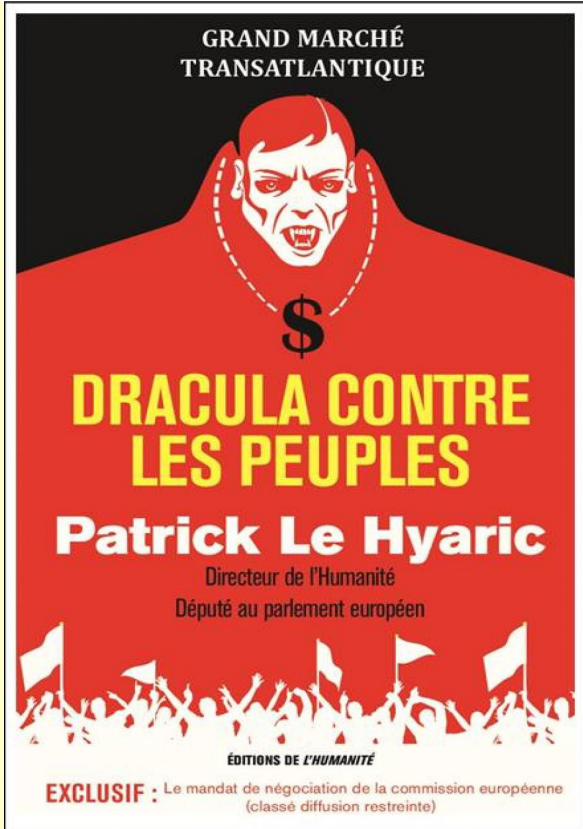
- les 7,5 milliards de coupes budgétaires imposées à l'Assurance Maladie et aux Hôpitaux - **rien à dire** ;
- les 25 milliards d'exonérations de cotisations sociales accordées essentiellement aux grandes entreprises - **rien à dire** ;
- la remise en cause de l'universalité des prestations familiales - **rien à dire** ;
- l'amendement voté par l'UMP et l'UDI - UC reportant à 69 ans l'âge de la retraite à taux plein - **rien à dire** ;
- les difficultés rencontrées par les salarié(e)s et les associations d'aide à domicile - **rien à dire** ;
- l'augmentation du taux de CSG pour 460.000 retraités - **rien à dire...**

En fait, les deux sénateurs FN pourtant surmédiatisés à leur arrivée à la Haute Assemblée n'ont même pas fait le déplacement ! **0 minute de présence, 0 intervention pendant les 40 heures de débats !**

Présent tout au long des débats, je remercie pour ma part les salarié(e)s, retraités, jeunes qui m'ont félicité pour le contenu de mes 21 interventions. Autant d'encouragements pour continuer à faire entendre une voix au Sénat."

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.
<https://www.donssep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>



Dracula contre les peuples REEDITION ACTUALISEE ET ENRICHIE Cette réédition attendue, actualisée et enrichie de plus de 65 pages, donne au grand public de nouveaux éléments de réflexion sur les négociations tenues secrètes pour la création d'un Grand Marché Transatlantique. Pour le commander, téléphoner au 01.49.22.72.18

Inde : Au Chhattisgarh les communistes (CPI) remportent une victoire historique Vendredi 9 Janvier 2015
http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Inde-Au-Chhattisgarh-les-communistes-CPI-remportent-une-victoire-historique_a8733.html

Des élections municipales se tenaient dans l'état rural et tribal du Chhattisgarh (25,5 millions d'habitants). Le BJP (parti nationaliste au pouvoir subit une lourde défaite. Une défaite qui profite aux communistes dans l'état - article et traduction Nico Maury

De nombreux conseils étaient en jeu, 10 corporations municipales (équivalent à nos communautés d'agglomérations), 39 municipalités, et 105 Nagar panchayats (Conseils municipaux des petites villes). Le BJP (Bharatiya Janata Party) du Premier ministre Narendra Modi subit une lourde défaite dans cet état, perdant notamment le contrôle de 2 corporations municipales (4/10), 16 des 39 municipalités (-2) et 37 panchayats contre 71 avant.

Cette défaite profite à l'Indian Congress (INC) qui réussit la conquête de nombreuses positions, de nombreux candidats "indépendants" parviennent à déloger les 2 gros partis d'Inde (BJP et INC), mais aussi aux communistes du Parti Communiste d'Inde (CPI) qui fait son retour dans cet état rural et tribal.